

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté royal du 14 février 2008 instituant la Commission paritaire pour les organismes sociaux et fixant sa dénomination et sa compétence, inséré par l'arrêté royal du 10 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. La Commission paritaire de prestation de services et de soutien aux entreprises et aux indépendants est compétente pour les travailleurs en général et leurs employeurs et ce pour les organisations dont les activités sont liées directement ou indirectement aux entreprises ou aux indépendants, qui visent à fournir des services ou du soutien et qui poursuivent un but désintéressé et ne distribuent ni ne procurent directement ou indirectement un avantage patrimonial, sauf dans le but désintéressé déterminé par les statuts. »

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er}, deuxième tiret, est remplacé par ce qui suit :

« - les organisations d'employeurs représentatives qui sont membres du « Sociaal Economische Raad van Vlaanderen », du Conseil Economique et Social de Wallonie, du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale ou du « Wirtschafts- und Sozialrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien »; »;

2^o le paragraphe 1^{er}, troisième tiret, est remplacé par ce qui suit :

« - les sections provinciales, régionales ou locales juridiquement distinctes des organisations d'employeurs représentatives susmentionnées, pour autant que leurs activités consistent en la participation à la concertation sociale; ».

Art. 4. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 février 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DER MAGNE

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968,
Moniteur belge du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 14 février 2008,
Moniteur belge du 27 février 2008.
Arrêté royal du 10 avril 2014,
Moniteur belge du 25 avril 2014.

Art. 2. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 februari 2008 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de sociale organisaties, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 april 2014, wordt vervangen als volgt :

“Art. 2. Het Paritair Comité voor de dienstverlening aan en de ondersteuning van het bedrijfsleven en de zelfstandigen is bevoegd voor de werknemers in het algemeen en hun werkgevers en dit voor de organisaties waarvan de activiteiten rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden zijn aan ondernemingen of zelfstandigen, die beogen om diensten of ondersteuning aan te bieden en die een belangeloos doel nastreven en rechtstreeks noch onrechtstreeks enig vermogensvoordeel uitkeren of bezorgen, behalve voor het in de statuten bepaald belangeloos doel.”

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1, tweede streepje, wordt vervangen als volgt :

“- de representatieve werkgeversorganisaties die lid zijn van de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen, de “Conseil Economique et Social de Wallonie”, de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de “Wirtschafts- und Sozialrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien”;

2^o paragraaf 1, derde streepje, wordt vervangen als volgt :

“- de provinciale, regionale of lokale juridisch gescheiden afdelingen van bovenvermelde representatieve werkgeversorganisaties, voor zover hun activiteiten bestaan uit het deelnemen aan het sociaal overleg”.

Art. 4. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 februari 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DER MAGNE

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968,
Belgisch Staatsblad van 15 januari 1969.
Koninklijk besluit van 14 februari 2008,
Belgisch Staatsblad van 27 februari 2008.
Koninklijk besluit van 10 april 2014,
Belgisch Staatsblad van 25 april 2014.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C – 2021/30441]

7 MARS 2021. — Arrêté royal fixant, pour l'année 2021, le montant, les modalités et les délais de paiement des cotisations dues au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises pour les employeurs dont les entreprises sont visées à l'article 2, 3^o, a), de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises, l'article 58, § 1^{er}, modifié par la loi du 11 juillet 2006;

Vu l'avis du comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, visé à l'article 28, § 1^{er}, de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises, donné le 17 décembre 2020;

Vu l'avis n° 2.192 du Conseil national du Travail, donné le 21 décembre 2020;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C – 2021/30441]

7 MAART 2021. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor het jaar 2021, van het bedrag en de betalingsmodaliteiten en -termijnen van de bijdragen verschuldigd door de werkgevers waarvan de ondernemingen bedoeld worden in artikel 2, 3^o, a), van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen aan het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen, artikel 58, § 1, gewijzigd bij de wet van 11 juli 2006;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, bedoeld in artikel 28, § 1, van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen, gegeven op 17 december 2020;

Gelet op het advies nr. 2.192 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 21 december 2020;

Vu l'avis n° 68.635/1 du Conseil d'État, donné le 29 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les employeurs dont les entreprises sont visées à l'article 2, 3^o, a), de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises sont redevables à partir du 1^{er} janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2021 d'une cotisation dont le taux est déterminé par le présent arrêté.

§ 2. Les cotisations visées au § 1^{er} sont calculées sur la base des rémunérations qui sont prises en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale.

§ 3. Les cotisations fixées au § 1^{er} par le présent arrêté sont déclarées et payées respectivement aux établissements visés à l'article 60 de la loi du 26 juin 2002 précitée suivant les mêmes modalités et dans les mêmes délais que les cotisations de sécurité sociale.

Art. 2. § 1^{er}. Pour les employeurs qui pendant la période de référence visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 octobre 2009 déterminant la période de référence et les modalités du calcul de la moyenne des travailleurs occupés pendant cette période de référence en vue de la perception, par l'Office national de sécurité sociale, des cotisations visées aux articles 58 et 60 de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises et de la cotisation visée à l'article 38, § 3, alinéa 1^{er}, 9^o, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés ont occupé en moyenne au moins vingt travailleurs, le taux de la cotisation est fixé à 0,17 %.

§ 2. Pour les employeurs qui pendant la période de référence visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 octobre 2009 déterminant la période de référence et les modalités du calcul de la moyenne des travailleurs occupés pendant cette période de référence en vue de la perception, par l'Office national de sécurité sociale, des cotisations visées aux articles 58 et 60 de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises et de la cotisation visée à l'article 38, § 3, alinéa 1^{er}, 9^o, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés ont occupé en moyenne moins de vingt travailleurs, le taux de la cotisation est fixé à 0,12 %.

§ 3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux employeurs visés à l'article 3, en ce qui concerne les travailleurs visés à ce dernier article.

Art. 3. Pour les employeurs repris au tableau ci-dessous et en ce qui concerne les travailleurs repris à ce tableau, les taux de la cotisation sont fixés comme suit:

Employeurs redevables	Travailleurs concernés	Taux de la cotisation par travailleur
1 ^o Employeurs ressortissant aux commissions paritaires suivantes sans égard au nombre de travailleurs occupés pendant la période de référence visée à l'article 1 ^{er} de l'arrêté royal du 28 octobre 2009 déterminant la période de référence et les modalités du calcul de la moyenne des travailleurs occupés pendant cette période de référence en vue de la perception, par l'Office national de sécurité sociale, des cotisations visées aux articles 58 et 60 de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises et de la cotisation visée à l'article 38, § 3, alinéa 1 ^{er} , 9 ^o , de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés:		
a) Sous-commission paritaire pour le port d'Anvers dénommée «National Paritair Comité der haven van Antwerpen»;	- les travailleurs portuaires du contingent général occupés sous contrat de travail à durée indéterminée;	0,12 %
b) Sous-commission paritaire pour le port de Bruxelles et Vilvorde;	- les autres ouvriers: idem a)	néant idem a)
c) Sous-commission paritaire pour le port de Gand;	idem a)	idem a)

Gelet op advies 68.635/1 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De werkgevers waarvan de ondernemingen bedoeld worden in artikel 2, 3^o, a), van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen, zijn vanaf 1 januari 2021 tot 31 december 2021 een bijdrage verschuldigd waarvan het bedrag bepaald wordt bij dit besluit.

§ 2. De bijdragen bedoeld bij § 1 worden berekend op basis van het loon dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen.

§ 3. De bijdragen bepaald in § 1 bij dit besluit worden respectievelijk aangegeven en betaald aan de instellingen bedoeld bij artikel 60 van de voormalige wet van 26 juni 2002 volgens dezelfde modaliteiten en binnen dezelfde termijnen als de sociale zekerheidsbijdragen.

Art. 2. § 1. Voor de werkgevers die gedurende de referteperiode bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 oktober 2009 waarbij de referteperiode en de wijze worden bepaald waarop het gemiddelde van de tijdens deze referteperiode tewerkgestelde werknemers wordt berekend met het oog op de inning, door de Rijksdienst voor sociale zekerheid, van de bijdragen bedoeld in de artikelen 58 en 60 van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen en van de bijdrage bedoeld in artikel 38, § 3, eerste lid, 9^o, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor de werknemers gemiddeld ten minste twintig werknemers hebben tewerkgesteld, is de bijdragevoet bepaald op 0,17 %.

§ 2. Voor de werkgevers die gedurende de referteperiode bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 oktober 2009 waarbij de referteperiode en de wijze worden bepaald waarop het gemiddelde van de tijdens deze referteperiode tewerkgestelde werknemers wordt berekend met het oog op de inning, door de Rijksdienst voor sociale zekerheid, van de bijdragen bedoeld in de artikelen 58 en 60 van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen en van de bijdrage bedoeld in artikel 38, § 3, eerste lid, 9^o, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor de werknemers gemiddeld minder dan twintig werknemers hebben tewerkgesteld, is de bijdragevoet bepaald op 0,12 %.

§ 3. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de werkgevers bedoeld bij artikel 3, voor wat betreft de werknemers bedoeld bij dit laatste artikel.

Art. 3. Voor de werkgevers die in onderstaande tabel voorkomen en voor wat betreft de werknemers die in deze tabel voorkomen, worden de bijdragevoeten als volgt vastgesteld:

Employeurs redevables d) Sous-commission paritaire pour les ports de Zeebrugge-Bruges, Ostende et Nieuport e) Commission paritaire de la pêche maritime; 2° Employeurs ressortissant à la Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité: 3° Employeurs ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant:	Travailleurs concernés idem a) - le personnel naviguant: - les travailleurs intérimaires: - tous les ouvriers:	Taux de la cotisation par travailleur idem a) 0,12 % néant néant
---	--	--

Bijdrageplichtige werkgevers	Betrokken werknemers	Bijdragevoet per werknemer
1° Werkgevers die onder volgende paritaire comités ressorteren zonder onderscheid wat het aantal, die gedurende de referteperiode bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 oktober 2009 waarbij de referteperiode en de wijze worden bepaald waarop het gemiddelde van de tijdens deze referteperiode tewerkgestelde werknemers wordt berekend met het oog op de inning, door de Rijksdienst voor sociale zekerheid, van de bijdragen bedoeld in de artikelen 58 en 60 van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen en van de bijdrage bedoeld in artikel 38, § 3, eerste lid, 9°, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor de werknemers, tewerkgestelde werknemers betreft : a) Paritair Subcomité voor de haven van Antwerpen, «National Paritair Comité der haven van Antwerpen» genaamd; b) Paritair Subcomité voor de haven van Brussel en Vilvoorde; c) Paritair Subcomité voor de haven van Gent; d) Paritair Subcomité voor de havens van Zeebrugge-Brugge, Oostende en Nieuwpoort; e) Paritair Comité voor de zeevisserij; 2° Werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of -diensten leveren: 3° Werkgevers die onder het Paritair Comité voor diamantnijverheid en —handel ressorteren:	- de havenarbeiders van het algemeen contingent tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd: - de andere werklieden: idem a) idem a) idem a) - het varend personeel: - de uitzendkrachten: - al de werklieden:	0,12 % nihil idem a) idem a) idem a) 0,12 % nihil nihil

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Art. 5. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mars 2021.

PHILIPPE
Par le Roi :
Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Note

(1) Références au *Moniteur belge*:

Loi du 26 juin 2002, *Moniteur belge* du 9 août 2002.
Loi du 11 juillet 2006, *Moniteur belge* du 24 août 2006.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Art. 5. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 maart 2021.

FILIP
Van Koningswege :
De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 26 juni 2002, *Belgisch Staatsblad* van 9 augustus 2002.
Wet van 11 juli 2006, *Belgisch Staatsblad* van 24 augustus 2006.